

Hier, on nous a annoncé une nouvelle intéressant l'industrie de la construction maritime, que notre groupe a vu d'un œil favorable et qui sera très bien accueillie dans ma propre région. Mais je pose la question suivante au ministre et aux députés conservateurs qui siègent dans cette enceinte: Compte tenu du thème que le premier ministre va brandir au cours de la campagne électorale, cette nouvelle ne vous inquiète-t-elle pas? Ne mêle-t-elle pas des eaux troubles à la pureté de votre thème, centré sur la libre entreprise? Le ministre a eu la candeur d'avouer qu'on n'a aucune idée des frais que ce programme occasionnera. Je sais que l'an passé, lorsque l'honorable député de Laurier et moi-même nous avons fait des recommandations semblables, il a estimé, si je me rappelle bien, qu'il en coûterait de 40 à 50 millions par années pour donner suite à une pareille proposition, c'est-à-dire une contribution s'élevant à 40 p. 100 des frais de construction et un certain montant rattaché au rythme actuel d'amortissement.

A mon sens, le gouvernement doit nous expliquer comment les subventions annoncées, que je considère une forme de socialisme, se concilient avec le thème de la libre entreprise. En effet, quand on subventionne les chantiers maritimes et l'industrie de la construction des navires jusqu'à concurrence de 40 p. 100 des frais de construction, on est mal placé pour venir prêcher la libre entreprise. C'est une politique que j'aimerais me faire expliquer par le ministre. Cette annonce dont nous nous réjouissons, où entre-t-elle dans les efforts du gouvernement pour s'écarter du socialisme et se rapprocher de ce que le premier ministre considère comme l'enjeu des prochaines élections?

**L'hon. M. Balcer:** Puis-je poser une question à l'honorable député?

**M. Fisher:** Je vous en prie.

**L'hon. M. Balcer:** Range-t-il parmi les gouvernements socialistes celui des États-Unis, qui subventionne sa marine marchande et ses chantiers maritimes?

**M. Fisher:** Non, je dirais que la tendance générale des gouvernements est à la planification et au soutien des industries. Avant d'entrer, je causais justement avec un conservateur qui me disait combien il trouvait séduisantes, je ne crois pas me montrer injuste—les déclarations du sénateur Barry Goldwater et l'idée d'enrayer la tendance vers le collectivisme et l'économie mixte. Est-ce que ces exercices sur le thème de l'entreprise libre par opposition au socialisme vont se muer en tentative pour mettre un frein à la tendance qui s'oriente vers le collectivisme et l'économie mixte? Je pense que

le ministre doit, en toute justice, reconnaître qu'il existe ici une tendance vers l'économie mixte. La mesure en cause représente une participation de 40 p. 100 à la construction et au transport maritimes du Canada.

J'espère également que nous aurons l'occasion, au cours du présent débat, d'entendre les députés conservateurs de l'Ouest, ceux, notamment, des circonscriptions des provinces des Prairies, d'où les céréales sont expédiées, nous dire ce qu'il pense de l'annonce d'hier. Une tradition existe pour tous les députés de l'Ouest, tant conservateur que libéraux et PSD; elle veut les taux de transport maritimes les plus bas pour l'écoulement à l'étranger des céréales de l'Ouest. J'aimerais savoir ce que les députés de l'Ouest dont les mandats exportent des céréales pensent des répercussions que peut avoir la mesure.

**M. Brunsden:** L'honorable député me permettrait-il une question? Où sont les députés du PSD originaires de l'Ouest?

**M. Fisher:** Où sont-ils? Je parlais des députés PSD qui siégeaient ici autrefois. Nous en avons un de l'Ouest à l'heure actuelle et je pense bien qu'il y en aura d'autres. Mais là n'est pas la question. J'aimerais savoir ce que les députés de l'Ouest pensent de cette nouvelle et de ses répercussions sur les frais de transport de leurs céréales sur les marchés mondiaux.

Je voudrais aborder un autre aspect de cette question de la libre entreprise par rapport au socialisme. Dans d'autres endroits rattachés à la Chambre, on a dit que le gouvernement devrait se retirer de la *Northern Transportation Limited*. C'est une compagnie qui, à vrai dire, ne fait pas d'argent, mais qui fait concurrence à l'entreprise privée. Ainsi donc, on persiste à dire: Débarrassons-nous-en et laissons à l'entreprise privée le soin de régler le problème du transport des marchandises dans le Yukon. Il y a la Polymer, société de la Couronne qui réalise de grands bénéfices; on semble être d'avis qu'il faudrait la vendre sans tarder, car, dit-on pourquoi le gouvernement s'immisce-t-il dans les domaines susceptibles d'être profitables? Voilà une autre contradiction que je ne puis pas comprendre dans la façon dont le gouvernement aborde la question de la libre entreprise.

Il y a au Canada, de nos jours, un dirigeant d'une entreprise libre qui a exprimé ses vues récemment et qui semble exercer une certaine influence sur le gouvernement. Je parle de M. Crump, le président du Pacifique-Canadien.

Ces derniers temps, lors de la réunion annuelle du Pacifique-Canadien, il a prononcé un discours dont les journaux ont publié un bon compte rendu. J'aimerais citer un article